



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Convention de dénomination - Attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques-Cartier à Montpellier est un équipement sportif inauguré en 1996 d'une superficie de 10 000 m² qui accueille des compétitions nationales, européennes et internationales.

Ce bâtiment de verre et de métal conçu par Ricardo Bofill comprend un bassin olympique (« Vénus ») entouré de gradins d'une capacité d'environ deux mille spectateurs, un bassin de loisirs (« Aphrodite ») couvert par un toit mobile, un gymnase (« Olympie ») de 850 m² pour la pratique des sports collectifs, et plus de 1 000 m² d'espaces exploitables.

Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°2228 en date du 22 décembre 1993, le Conseil du District a acté la dénomination « Piscine Olympique d'Antigone » pour désigner cet équipement sportif.

L'objet de la présente convention est de conférer au bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, l'usage du patrimoine public immatériel aux fins de dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone.

Dans ce cadre, cette pratique permet d'associer ou substituer une dénomination ou marque pour former une appellation qui devient la désignation officielle exclusive et unique du patrimoine public immatériel attaché à la propriété de la Piscine Olympique d'Antigone. Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 16 septembre 2020 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conforme à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics dématérialisés, sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que dans des périodiques.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 28 octobre 2020.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

La date de prise d'effet de la convention d'occupation du domaine public est fixée au 1^{er} janvier 2021, et son échéance au 31 décembre 2026. La durée d'exécution de ladite convention est donc de six ans.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société Holding LPA (société mère du Groupe Immobilier Angelotti) représentée par M. Louis-Pierre ANGELOTTI, agissant en qualité de Président, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

Caractéristiques de la future convention :

La nouvelle dénomination proposée pour la Piscine Olympique d'Antigone est « Piscine Olympique Angelotti », pour une durée de six ans, et pour un montant annuel de redevance s'élevant à 120 000 € HT.

Dans le cadre de la future convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à ce que cette dénomination soit, sur toute la durée de la convention, la seule désignation employée par ses services et partenaires, et la seule pouvant être utilisée par les occupants de la piscine pour désigner cette dernière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le choix de la société Holding LPA en tant qu'occupant temporaire du domaine public immatériel relatif à la dénomination de la Piscine Olympique d'Antigone ;
- d'approuver le nouveau nom de la Piscine Olympique d'Antigone – « Piscine Olympique Angelotti » – pour la durée de la convention d'occupation ;
- d'approuver le projet de convention d'occupation à conclure avec la société Holding LPA ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 18 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-148183-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2020POA3 - Projet de convention vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.